

LA CRISE DES RELATIONS ECONOMIQUES CAPITALISTES SUR LE PLAN INTERNATIONAL

- Le « Nixon Round » et les autres affrontements interimpérialistes.
- Les solutions véritables et les mesures immédiates pour y faire face.

PAUL BOCCARA

LES affrontements interimpérialistes sur le plan monétaire, financier ou commercial se sont particulièrement accentués en 1973. Le dérèglement des relations économiques entre les pays capitalistes est passé au premier plan de l'actualité. Le « Nixon Round » et les autres grandes négociations interimpérialistes qui se déroulent à partir de l'automne 1973 tentent de répondre à cette véritable crise des relations économiques internationales.

L'importance politique de l'analyse de cette crise et de ses perspectives est considérable. C'est pourquoi le rapport de Georges Marchais, présenté au nom du Bureau politique lors de la session du Comité central du P.C.F. du 13 septembre, y a fait une large place. Il a aussi proposé des mesures immédiates pour faire face à la crise du capitalisme sur le plan intérieur comme sur le plan international.

Dans cet article, nous considérons successivement :

- la crise des relations économiques internationales, expression de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat ;
- la stratégie de l'impérialisme américain et les affrontements interimpérialistes ;
- l'issue véritable de la crise. Les luttes et les mesures immédiates pour y faire face.

I — LA CRISE DES RELATIONS ECONOMIQUES INTERNATIONALES, EXPRESSION DE LA CRISE DU CAPITALISME MONOPOLISTE D'ETAT

1) Situation actuelle de crise des relations économiques internationales

En 1973, toutes les relations économiques capitalistes internationales atteignent un point de crise aiguë, en liaison notamment avec l'exacerbation de la crise du système monétaire. Le démantèlement du système monétaire établi après la deuxième guerre mondiale, commencé en mars 1968 et poursuivi en 1971, a atteint après mars 1973 un point où l'on peut dire que l'essentiel des garanties de stabilité de l'ancien système a disparu. Les deux règles fondamentales du système antérieur — convertibilité du dollar en or, parités fixes (révisables) des monnaies avec le dollar — ont été abolies (1).

Au-delà du système monétaire, la crise du monde capitaliste concerne plus que jamais toutes les relations économiques internationales. Nous ne sommes plus les seuls à le dire. L'éditorialiste d'une revue des milieux d'affaires a pu écrire récemment :

« Croyez-vous à la crise ?... »

« Telle est la grande question qui hante la rentrée. »

« A condition de bien s'entendre sur le contenu que nous donnons au mot « crise », la réponse ne nous paraît pas faire de doute : la crise, nous y sommes déjà ! »

« Le monde occidental est le théâtre d'une fantastique pagaille. »

« ...Le spectacle que nous avons actuellement devant les yeux est celui d'un monde d'anarchie sans précédent, avec :

1) des dérèglements, distorsions et dislocations de marchés comme nous n'en avons jamais vécus, et

2) une chute libre du degré de crédibilité des politiques économiques (surtout aux Etats-Unis) » (2).

Dans une atmosphère d'incertitude monétaire, de guerre économique larvée, marquée par des coups de force monétaires ou commerciaux et des menaces de guerre économique ouverte, de grandes négociations ont été engagées. Ces négociations entre les puissances impérialistes (qui sont assorties de négociations avec les pays socialistes et avec les pays sous-développés dominés) portent sur leurs relations économiques de toute sorte et aussi sur leurs relations politiques.

On peut distinguer :

1) **Les négociations commerciales multilatérales** dans le cadre du GATT (General Agreement on Tariff and Trade), ce systè-

1. Voir, notamment, notre article : « La crise monétaire et l'approfondissement de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat » (Cahiers du Communisme, avril 1973).

2. Henri Lepage, dans « Entreprise », du 31 août 1973.

me d'accords généraux sur les tarifs douaniers et le commerce, organisé au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Ces négociations qu'on appelle « Nixon Round », car le président Nixon y arrive en exigeant des concessions importantes, se sont ouvertes à Tokyo en septembre. Elles se poursuivront à Genève.

2) **Les négociations sur la réforme du système monétaire international**, dans le cadre du Fonds Monétaire International. Un compromis provisoire faisant droit aux exigences des Etats-Unis est discuté. L'avant-projet en a été présenté à l'Assemblée générale du F.M.I., fin septembre à Nairobi.

3) **Les négociations politico-militaire**, dans le cadre de l'Alliance Atlantique, pour le renouvellement de l'Alliance sous la domination renforcée de l'impérialisme américain. Une tournée de Nixon en Europe occidentale est prévue pour bientôt sur cette question. Elle précèdera une session de l'O.T.A.N. à Bruxelles. On assiste aussi, d'ailleurs, aux efforts convergents d'offensive et de riposte des forces anti-impérialistes.

Ils concernent, notamment, la conférence d'Helsinki et sa poursuite à Genève en septembre ; les pourparlers, sur la réduction des forces en Europe, en octobre à Vienne ; la conférence des pays non alignés qui s'est tenue début septembre à Alger ; la rencontre des partis communistes d'Europe capitaliste en septembre à Stockholm et leur conférence prévue pour janvier 1974.

2) **L'insertion de la crise internationale dans le développement de la crise du C.M.E.**

Les affrontements interimpérialistes nouveaux se situent dans le cadre de la crise du capitalisme monopoliste d'Etat.

Celle-ci est encore **bien loin** d'avoir développé toutes ses potentialités. Cependant, après le moment de l'éclatement de la crise ou de son tout début (fin 1967 - fin 1969), nous sommes passés au moment où, en quelque sorte, la crise s'est confirmée et révèle de nouvelles difficultés.

La reprise mondiale de la croissance de la production capitaliste a eu lieu en 1972, après la crise de surproduction américaine de 1970 et la récession internationale de 1971. Cependant, l'accélération extraordinaire de l'inflation, dans tous les pays capitalistes, et notamment aux Etats-Unis à partir de fin 1972 et début 1973, l'achèvement du démantèlement du système monétaire et l'anarchie croissante des relations monétaires, la persistance des difficultés de l'emploi, voire leur aggravation récente, comme en France cet été, l'exacerbation de la concurrence sur les marchés, la crise nouvelle des matières premières et agricoles, le risque de récession ou du moins de ralentissement pour 1974 — sans parler de la montée des perspectives démocratiques et socialistes dans le monde et notamment en

Europe occidentale — tout cela entraîne une prise de conscience des monopoles et des gouvernements impérialistes concernant la gravité et la profondeur de la crise du système. D'où, un effort de riposte et d'adaptation considérable qui se situe, tout particulièrement, au niveau des relations économiques et politiques internationales.

Sur le plan proprement économique, l'éclatement des contradictions internes du C.M.E. se manifeste d'abord, principalement et de la façon la plus évidente, au niveau des relations internationales. Parce que c'est à ce niveau que l'anarchie et l'incapacité de maîtriser l'économie par l'intervention publique se révèlent le plus rapidement. Parce que, aussi, les impérialismes rivaux sont amenés à faire retomber les difficultés les uns sur les autres, ce qui tend à aggraver encore, en fait, les difficultés internes dans l'ensemble.

Devant la tendance à l'éclatement des antagonismes interimpérialistes et à la désintégration des relations internationales capitalistes, se développent aussi les tentatives de solution par le renforcement plus ou moins autoritaire de l'intégration monopoliste internationale, au bénéfice des Etats impérialistes et des groupes monopolistes les plus puissants, qu'il s'agisse de la R.F.A. en Europe occidentale, du Japon en Asie du Sud-Est, et par-dessus tout des sociétés multinationales basées aux Etats-Unis et de l'impérialisme américain.

3) Les responsabilités du pouvoir et du système

En France, le pouvoir et le patronat veulent utiliser l'alibi des difficultés internationales pour justifier les difficultés qu'ils font peser dans le pays sur les masses populaires. Ils visent à détourner le mécontentement populaire et à l'empêcher de s'en prendre aux racines profondes des difficultés actuelles, la domination des monopoles privés avec l'aide de l'Etat, en opposant à l'union populaire grandissante, « l'union sacrée » des exploités avec leurs exploités dans les affrontements impérialistes internationaux (1).

Le pouvoir pompidolien s'efforce de masquer le fait que la crise des relations internationales capitalistes exprime la crise du capitalisme monopoliste d'Etat lui-même, et de cacher la responsabilité de sa politique.

En fait, en favorisant de façon inflationniste l'accumulation forcenée des monopoles capitalistes, en gâchant des ressources importantes dans la force de frappe, en encourageant à la fois des prises de contrôle étrangères et les sorties massives de capitaux, en freinant la croissance du marché intérieur, au bénéfice de progrès précaires de l'exportation liés à la dévaluation du franc, sans parler du démantèlement récent du contrôle des changes, le pouvoir a rendu la France beaucoup plus vulnérable

1. Voir, à ce sujet, le Rapport au Conseil Economique et Social d'avril 1973, de MM. Jacques Ferry (président de l'A.G.R.E.F.) et Gabriel Ventejol (représentant F.O.) sur « Le problème des échanges commerciaux — Les prochaines négociations commerciales entre la C.E.E. et les autres membres du GATT ». Voir aussi les déclarations de M. Pompidou sur le « rassemblement national » nécessaire.

aux difficultés et aux risques nouveaux de la concurrence internationale et aux fluctuations nouvelles de l'emploi.

Plus fondamentalement, c'est le système du C.M.E. qui est en crise dans le monde.

Accélération de l'inflation, capitaux liquides en excédent et vagues de spéculation, thésaurisation de l'or, conditions nouvelles du chômage, crise nouvelle au niveau des produits dits primaires, toutes ces manifestations fondamentales de la première phase de la crise du C.M.E. expriment actuellement la suraccumulation profonde et relativement durable du capital. Cette suraccumulation s'exprime aussi dans l'éclatement des antagonismes interimpérialistes. Les monopoles recherchent l'exutoire le plus facile : celui du renforcement des exportations de capitaux et de marchandises.

Cependant, la limitation **relative** des possibilités d'accumulation productive interne, par rapport aux exigences de mise en valeur de la masse énorme croissante du capital, engendre la tendance pour tous les pays impérialistes dominants, à vouloir plus exporter qu'importer. Ce qui est impossible pour tous, aussi bien pour les marchandises que pour les capitaux. D'où, l'exacerbation de la concurrence commerciale sur les marchés internationaux, des luttes pour les sphères de placement les plus fructueuses. D'où aussi, la nécessité de pertes de capitaux (d'abord pour les P.M.E., mais pas uniquement), et de chômage quelque part sinon partout, avec les tendances monopolistes à l'exportation des difficultés et du chômage notamment.

Sur cette base, les accélérations de l'inflation, l'ampleur et la brutalité de la spéculation, des modifications rapides et répétées dans des taux de change, aggravent les luttes offensives et défensives pour modifier les rapports de force et les conditions d'exportation des marchandises ou des capitaux. Les changements beaucoup plus rapides que par le passé, notamment des changes, engendrent une insécurité généralisée et une incertitude accrue pour les « planificateurs » dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat.

En liaison avec l'accélération de l'inflation et la précarité nouvelle de l'emploi, de nombreux « remèdes » traditionnels engendrent à la fois les effets classiques et des effets en sens contraire, ou « effets pervers », beaucoup plus importants que par le passé, tendant à aggraver les dommages initiaux.

Ainsi, la dévaluation, favorisant l'exportation de marchandises, élève aussi considérablement désormais les coûts des matières et produits importés, d'où le contre-coup sur les coûts des produits exportés.

En cas de réévaluation, l'exportation accrue des marchandises non seulement peut désormais exporter du chômage, mais encore, aggravant la dépendance par rapport aux débouchés

extérieurs, elle est aussi la cause d'une précarité nouvelle de l'emploi. Les importations de capitaux peuvent apporter de l'emploi, mais aussi, de plus en plus, les risques de chômage, par la dépendance de centres de décisions extérieurs et par la base qu'elles constituent pour les importations commerciales en provenance du pays exportateur de capitaux. Les exportations de capitaux, tout en pouvant soutenir certains courants d'exportation monopoliste de marchandises, peuvent peser aussi sur l'emploi intérieur ou du moins contribuer à accroître sa précarité.

4) L'éclatement des antagonismes interimpérialistes

Dans ces conditions, dans tous les Etats impérialistes, l'intervention publique tend à se faire plus massive dans les opérations économiques extérieures. Elle recourt plus systématiquement aux armes proprement politiques et aux interventions contraires aux règles de « libre concurrence » : surtaxe, restriction commerciale, contrôles nouveaux sur le marché monétaire ou financier. Les politiques économiques extérieures globales tendent à se heurter de façon beaucoup plus agressive ou contre-offensive. Elles conduisent à des affrontements aigus sous forme de crise, mais aussi à des compromis et à la recherche des règles de coordinations interétatiques nouvelles, qui se heurtent aux antagonismes impérialistes objectifs et aux désordres qu'ils engendrent.

Contrairement aux présentations de l'idéologie et de la propagande bourgeoise (chez nous, mais aussi d'une autre façon aux Etats-Unis et, à des degrés divers, ailleurs), le fond du problème ne se réduit pas à une querelle dans la grande famille occidentale.

Le fond des affrontements n'est pas la simple opposition entre les Etats-Unis et les pays d'Europe occidentale (et le Japon), liée au simple rattrapage des Etats-Unis par la croissance des autres.

Certes, le nouveau rapport de forces entre pays impérialistes, ainsi que d'ailleurs les progrès des pays socialistes et de la détente, font partie de la toile de fond des affrontements nouveaux. Mais on ne saurait réduire la crise à des « désaccords surgis d'un nouveau rapport de forces », comme le prétend un haut fonctionnaire de la C.E.E., Pierre Malvé. Celui-ci écrit : « les relations entre l'Europe et les Etats-Unis... paraissent être entrées dans une phase de mutation (...). Les Américains sont convaincus de la puissance économique de la Communauté au moment même où ils s'interrogent sur la compétitivité de leur économie. La détente dans les relations avec l'U.R.S.S. a elle-même contribué à renforcer encore le primat de l'économie » (1).

Cette réduction déformante du débat permet de conclure qu'il convient de surmonter les différends par une négociation franche

1. « Les désaccords surgis d'un nouveau rapport de forces » (« Le Monde diplomatique », septembre 1973).

et dure et l'établissement de nouvelles règles adaptées à la nouvelle situation, avec le renforcement des liens entre Européens de l'Ouest et dans la C.E.E., avec la redéfinition et le renforcement de l'alliance atlantique avec les Etats-Unis.

En fait, ce qui est en cause, c'est, comme nous l'avons rappelé, tout le système du C.M.E. Le C.M.E. engendre désormais de façon massive, au-delà du désordre monétaire et de l'anarchie économique croissante, le gaspillage universel des ressources humaines et matérielles. Incapable de permettre l'épanouissement harmonieux de la révolution technique scientifique, il fait, au contraire, éclater, dans tous les domaines, l'opposition entre les buts capitalistes de la production et les besoins des diverses couches de travailleurs des différents pays.

Dans les luttes ou les compromis nouveaux inter-impérialistes, point de solution véritable à ces antagonismes fondamentaux. Il s'agit seulement :

- 1) d'efforts pour dévoyer les luttes des travailleurs (dont les perspectives unitaires démocratiques et socialistes progressent) en prônant l'union sacrée dans chaque pays impérialiste, l'union sacrée d'Europe occidentale, l'union sacrée « atlantique » ;
- 2) d'efforts pour trouver une issue capitaliste, grâce au rejet des difficultés sur d'autres peuples, grâce à la domestication de la classe ouvrière et des salariés devant les difficultés, grâce au sacrifice d'une grande partie des petites et moyennes entreprises, grâce enfin à des tentatives pour soutirer ou réaliser de la plus-value dans des rapports nouveaux avec les pays sous-développés et si possible avec les pays socialistes.

5) Les responsabilités de l'impérialisme américain

Toutefois, dans ce cadre, l'opposition entre les Etats-Unis et les autres pays capitalistes joue un rôle très important. Il y a une dissymétrie des rapports économiques entre les Etats-Unis et les autres puissances impérialistes. Cette dissymétrie est liée à leur position de puissance dominante dans le cadre du C.M.E. mondial, mais la crise du C.M.E. l'a portée à un point d'exaspération (1).

C'est d'abord, leur énorme dette, qui est pour la plus grande partie une dette à court terme en dollars, liée à leur utilisation du rôle central du dollar dans le système monétaire capitaliste d'après-guerre. Le montant des dollars détenus à l'étranger serait actuellement de près de 200 milliards, dont environ la moitié dans les banques centrales (dette officielle). En liaison avec cette dette colossale, qui a presque doublé entre 1970 et 1973, il faut rappeler les déficits de la balance des paiements de base (2) des Etats-Unis : 9,4 milliards de dollars en 1971, 9,2 milliards en 1972 ; et la gravité du déficit nouveau de leur balance commerciale en 1971 et 1972, après des décennies d'excédents en raison notamment de l'inflation.

1. Il faudrait aussi considérer le caractère original de la structure du C.M.E. des Etats-Unis, intervenant moins par un secteur public étendu de production, et l'avance de leur intervention publique à l'échelle internationale.

2. Elle comprend la balance commerciale et des services, ainsi que les mouvements de capitaux à long terme, mais non les mouvements de capitaux à court terme.

Se relie aux dettes des Etats-Unis toutes leurs dépenses à l'étranger, notamment leurs dépenses de gendarme de l'impérialisme mondial, mais surtout leurs énormes exportations de capitaux qui ont permis une expansion accélérée de leurs trusts à l'échelle mondiale.

La valeur des actifs américains à l'étranger l'emporte de loin sur le montant des actifs étrangers aux Etats-Unis. Ces actifs américains auraient augmenté, selon certaines estimations, de 31,5 milliards de dollars en 1950 à plus de 170 milliards en 1971. L'élément le plus important est constitué par les investissements directs des trusts des Etats-Unis, dont la valeur comptable aurait augmenté de 75 milliards depuis 1950. De 1950 à 1970, les investissements directs américains à l'étranger auraient été multipliés par 7, en Europe occidentale par 15, et dans la C.E.E. par 18. Les investissements américains à l'étranger, depuis 20 ans, l'emportent de beaucoup sur les investissements étrangers aux Etats-Unis. Ainsi de 1957 à 1971, l'excédent des exportations de capitaux privés à long terme (pour ne pas parler des capitaux officiels) des Etats-Unis atteint 38 milliards de dollars, soit une moyenne d'environ 2,5 milliards de dollars par an. De 1961 à 1971, la part des investissements directs (exprimant l'expansion directe des trusts) par rapport aux investissements totaux (comprenant les investissements en portefeuille et achats d'actions, entraînant éventuellement un rôle de bailleur de fonds plutôt que de contrôle) serait passée de 59 % à 83 %, pour les investissements des Etats-Unis en Europe. Au contraire, la part des investissements à destination des Etats-Unis concernant des investissements directs serait passée, dans la même période, de 41 % à 28 % de l'ensemble. Aussi, alors que les Etats-Unis retireraient annuellement 2.200 millions de dollars environ, de leurs investissements en Europe occidentale, les bénéfices réalisés et rapatriés des Etats-Unis en Europe occidentale n'auraient pas dépassé 400 millions.

Les Sociétés Multinationales (S.M.) qui se sont développées très rapidement depuis 1960 sont au cœur des affrontements et des négociations interimpérialistes actuels.

Or, les Sociétés Multinationales à base américaine sont de loin les plus nombreuses et les plus importantes, bien que les Sociétés Multinationales à base anglaise, allemande ou japonaise, voire française, ne soient pas négligeables.

Déjà, en 1968, la production à l'étranger des firmes américaines aurait représenté environ 20 % du produit national brut du monde non socialiste (non compris les Etats-Unis). Le revenu des investissements à l'étranger des trusts U.S., en pourcentage du revenu qu'ils tirent de leurs entreprises à l'intérieur des Etats-Unis, représenterait environ 9,6 % en 1950, 23,3 % en 1960 et 47,8 % en 1971.

Le rôle de ces sociétés est particulièrement écrasant dans les secteurs de pointe comme l'électronique et les ordinateurs, l'électro-nucléaire, l'aérospatial.

Utilisées comme arme de choc dans les luttes étatiques inter-impérialistes, tout spécialement par l'impérialisme U.S., les Sociétés Multinationales mènent cependant leur propre politique. Elles contribuent puissamment au débordement des politiques des autres gouvernements (tout particulièrement d'Europe occidentale, mais aussi du Japon) par les cavalcades à court terme de leurs immenses capitaux liquides et par la concurrence monopoliste de leurs implantations industrielles et de leur politique technologique.

D'ailleurs, « les transferts de technologie sont opérés et contrôlés du point de vue de la rétention par le « noyau dur » de la firme », situé aux Etats-Unis, « de l'essentiel du savoir technologique associé... à la poursuite d'objectifs de croissance à long terme » (1).

1. A.C. Decouflé : « Firms multinationales et prospective du système international » (« Analyse et Prévisions Futuribles », novembre 1972).

En ce qui concerne l'économie française, les Sociétés Multinationales à base étrangère, et plus particulièrement à base américaine, ont joué un rôle décisif dans la spéculation sur le franc et elles contribuent de façon puissante au désordre monétaire. Elles ont développé leurs implantations dans des secteurs très variés, mais tout particulièrement dans des secteurs aussi importants que le pétrole, l'industrie mécanique, le matériel électrique, l'électronique, la chimie. Ces implantations constituent une atteinte à l'indépendance nationale. Elles rendent encore plus précaire l'emploi dans certains secteurs, ou localités, en raison des modifications de la politique de ces grands trusts.

L'expansion des Société Multinationales à base américaine a exercé « une influence sur les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Communauté [européenne], les filiales américaines produisant des biens qui ne sont plus importés des Etats-Unis.

« Toutefois, tandis que les firmes américaines exportent vers leurs filiales des machines et des biens d'équipement, les exportations des filiales se font presque exclusivement à destination des pays avoisinant la Communauté » (Pierre Malvé, Article cité).

2. A noter que c'est dans le secteur pétrolier que ce « coût » est le plus lourd. On comprend encore mieux ainsi les luttes des pays producteurs de pétrole pour relever le prix des produits et les redevances et pour freiner les sorties de bénéfices, d'autant plus que l'inflation accélérée fait fondre les revenus conventionnels et que la pénurie relative nouvelle de l'énergie favorise les revendications de ces pays.

En ce qui concerne les pays sous-développés, à la suite des accusations portées par le gouvernement du Président Allende contre la société I.T.T., le secrétaire général de l'O.N.U. a publié un rapport sur les Sociétés Multinationales (à base américaine ou autre).. Selon ce rapport, l'excédent net des sorties de bénéfices rapatriés par rapport aux entrées de capitaux représenterait l'expression la plus simple des « coûts » supportés par les pays sous-développés, au niveau de leur balance des paiements. De 1955 à 1970, ce « coût » aurait plus que doublé pour l'ensemble des pays sous-développés considérés (2).

Les S.M. à base américaine s'efforcent d'utiliser les sources de financement et les aides étatiques des pays d'implantation. Cependant, leur expansion est indissociable du soutien essentiel de l'Etat américain : soutien monétaire, financier, budgétaire, technologique, scientifique, diplomatique et militaire (1).

Avec la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, les contradictions éclatent entre l'expansion accélérée à l'extérieur (sur le plan de la production, sur le plan financier, etc.), des Sociétés Multinationales à base américaine et les limites ou le caractère unilatéral de leur base étatique inéliminable.

Aussi, les Etats-Unis cherchent à contrôler, grâce à de nouvelles relations et à de nouveaux organismes interétatiques, les politiques des pays d'implantation de ces sociétés, tout particulièrement dans les pays capitalistes développés.

Inversement, les Etats européens et japonais s'efforcent d'encourager le développement des entreprises multinationales basées chez eux. L'aide étatique peut y être beaucoup plus directe et entreprenante, y compris pour encourager des alliances (par exemple européennes, comme au niveau électronique). Cependant, la partie est inégale, dans l'ensemble, en raison du caractère de plus en plus cosmopolite du capital financier des pays européens, du retard de leurs groupes multinationaux, des ententes européennes avec des firmes des Etats-Unis (rivales éventuellement des plus grandes S.M. à base américaine), des antagonismes capitalistes intereuropéens.

6) La portée des tentatives de « solution » monopoliste

Fondamentalement, les efforts de solution impérialiste sont viciés à la base parce que :

- 1) ce sont les grandes accumulations monopolistes qui tendent de plus en plus à être en excédent et ce sont des monopoles qui devront supporter les dévalorisations de capital ;
- 2) les luttes externes peuvent renforcer les luttes internes, surtout dans les pays impérialistes les plus fragiles, comme la France ;
- 3) le développement de la révolution scientifique sape le système capitaliste dans son essence, nécessite une intervention de l'Etat dans l'intérêt des travailleurs et non des monopoles, favorise le développement des pays socialistes vers le communisme. Cependant, ces efforts impérialistes ne sont pas totalement dépourvus d'efficacité.

D'abord, dans l'immédiat, ils peuvent, à la fois, dévoyer des luttes et faire retomber les difficultés sur certains pays et sur les couches populaires (ouvriers, salariés, paysans) de ces pays, en favorisant l'emprise accrue du C.M.E. dans les pays les plus touchés.

1. Réciproquement : « Les stratégies des firmes multinationales d'origine américaine s'inscrivent dans une **stratégie plus globale** des Etats-Unis, si bien que l'exercice par le gouvernement américain d'un contrôle sur les filiales étrangères des Compagnies américaines n'est pas loin de constituer, en dépit des démentis officiels, une tentative pour réaliser par l'intermédiaire du secteur privé, ce qu'il n'a pu obtenir par la diplomatie » (A.C. Decoufflé, étude citée, se référant à « La firme pluri-nationale et l'Etat-nation », L'Actualité Economique, Montréal, janvier - mars 1971).

Mais aussi, sans arriver à stabiliser le système, ces efforts réactionnaires peuvent, néanmoins, s'appuyer sur les exigences objectives de solution de la crise par un renforcement de l'organisation économique internationale, dans la mesure où l'issue démocratique et révolutionnaire, seule solution véritable de la crise, n'est pas fatale.

II — LA STRATEGIE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN ET LES AFFRONTLEMENTS INTERIMPERIALISTES

1) La contre-offensive et la stratégie des Etats-Unis

Les Etats-Unis sont débordés par la crise du système monétaire et des relations économiques internationales. Ils ne le comprennent pas et ne la maîtrisent pas. Illusion et opinions contradictoires à ce sujet dominant chez eux, comme dans toute l'idéologie bourgeoise. Cependant, ils ont pris une certaine conscience de la gravité de la crise et du fait qu'elle dépasse largement le domaine monétaire.

Plus touchés que les autres pays par la crise du système monétaire, menacés sur tous les plans dans leur prédominance dans le monde capitaliste, ils veulent trouver dans l'offensive la meilleure des défenses.

Il n'est pas question pour eux de faire marche arrière dans leur expansion à l'extérieur, ni de freiner sensiblement leur croissance interne. Il n'est pas question de se soumettre à des restrictions financières pour rembourser les énormes dettes des balances dollars, contre-partie de l'expansion interne et externe de leurs trusts.

Au contraire, ils visent à forcer la main de leurs partenaires impérialistes pour obtenir des conditions permettant le maintien de la stimulation inflationniste de leur croissance et de l'exportation de leurs capitaux ainsi que le retour à un solde largement positif de leur balance commerciale.

A cette fin, ils se sont efforcés de maintenir l'inflation et le rôle dominant du dollar, d'utiliser les manipulations spéculatives des monnaies pour modifier les termes des relations commerciales. Certes, la non-convertibilité du dollar en or, les droits de tirage spéciaux favorisant le dollar, les dévaluations, réévaluations et flottements monétaires favorisant le commerce des Etats-Unis, ont permis de lutter pour maintenir la domination de l'impérialisme américain. Cependant, ils ont aussi entraîné l'aggravation de la crise, des antagonismes interimpérialistes et de l'anarchie internationale.

Aussi, les Etats-Unis veulent aller plus loin et un nouveau système de relations, rétablissant selon eux des conditions d'égalité au lieu de conditions de faveur pour les autres pays aidés

par eux jusqu'à présent. Pour imposer ce nouveau système, ils veulent utiliser leur énorme poids politique et économique et le rôle toujours écrasant du dollar.

Ils entendent, à cette fin, exercer un chantage à la guerre et au chaos économique, avec des mesures exceptionnelles de modification des échanges commerciaux ; un chantage à l'abandon de leur prétendue protection militaire dans le cadre de l'alliance atlantique ; un chantage au nouveau partnership économique avec les pays socialistes ; un chantage monétaire, financier, industriel et technologique par l'intermédiaire, notamment, de leurs groupes multinationaux.

Une nouvelle organisation institutionnalisée des relations économiques internationales sous des formes interétatiques souples entraînerait, sous couleur de nouvelle alliance, un protectorat économique, technologique et politique renforcé des Etats-Unis. Elle comprendrait des subdivisions régionales avec, éventuellement, des lieutenants zonaux, R.F.A. en Europe occidentale, Japon dans l'Asie du Sud-Est, Brésil en Amérique Latine. Elle se compléterait par des relations nouvelles visant à contenir dans une place secondaire les pays socialistes divisés et les pays sous-développés divisés également. Pendant que l'ensemble impérialiste nouveau tendrait à se mettre en place, les grandes sociétés multinationales à base U.S. le noyauteraient de plus en plus de l'intérieur. L'idéologie zonale serait encouragée mais dans le cadre atlantique. Le cosmopolitisme des bourgeoisies monopolistes « clientes » serait favorisé par de nombreuses participations croisées.

2) Les domaines actuels de l'affrontement interimpérialiste

Dans toutes les négociations interimpérialistes en cours, la pression des Etats-Unis pour un compromis qui soit favorable au renforcement de leur hégémonie sur le monde capitaliste, dans les conditions nouvelles, est considérable.

a) Domaine monétaire :

On peut distinguer parmi les problèmes pendants :

— le problème des balances dollars (Euro-dollars et asia-dollars) : utilisation, consolidation, remboursement des avoirs étrangers en dollars ;

— le problème des parités flottantes et du retour à une situation moins instable ;

— le problème de la convertibilité du dollar et des autres monnaies ;

— le problème d'une nouvelle monnaie internationale et des conditions de son émission, du rôle des D.T.S., des réserves officielles, du rôle de l'or, dont le prix sur le marché a pu dépasser les 100 dollars l'once (1) ;

1. Alors que malgré la récente dévaluation du dollar, l'once ne représente encore officiellement que 42,22 dollars ; dollars il est vrai, inconvertibles en or.

- le problème des contrôles des mouvements de capitaux à court et long terme ;
- le problème de la direction du F.M.I. ;
- le problème des politiques monétaires coordonnées ou communes zonales, tout spécialement en Europe.

Selon l'avant-projet de « réforme » du système monétaire capitaliste international, accepté à l'assemblée générale du F.M.I. en septembre à Nairobi,

- les parités monétaires seraient bien plus « ajustables » que dans l'ancien système ;
- la direction politique du F.M.I. serait renforcée, avec une instance interétatique nouvelle ;
- le rôle de l'or serait réduit ;
- les D.T.S., dont l'appellation serait éventuellement modifiée, seraient généralisés pour fournir le principal instrument de réserve monétaire ;
- le retour à la convertibilité excluerait les balances dollars déjà accumulées dont la consolidation serait négociée à part.

Dans ces conditions, le système serait « assoupli » pour s'adapter, y compris par les réévaluations, aux exigences d'expansion des Etats-Unis dont le droit de contrôle pourrait grandir avec les pouvoirs accrus de la direction du F.M.I. Un compromis s'esquisserait pour une consolidation scandaleuse, très avantageuse pour les Etats-Unis, de balances dollars officielles.

Les nouveaux Droits de Tirages Spéciaux — droits de tirer des monnaies des différents pays au F.M.I. sans obligation de remboursement pour la plus grande partie et sans versement d'or — seraient probablement définis à partir d'un « cocktail » de monnaies capitalistes dominantes. Ainsi, pourrait être maintenue sous des formes souples nouvelles, la suprématie du dollar, son inflation ainsi que celle des autres monnaies capitalistes.

Ne sont pas du tout résolus, le problème de l'hyper-inflation mondiale, ni même celui de la dévaluation générale officielle des monnaies par rapport à l'or, consacrant la suraccumulation de capital et renforçant gravement les tendances à la thésaurisation et à la surproduction.

La généralisation et la nouvelle définition des D.T.S. vient saper les timides tentatives d'organisation monétaire européenne autonome.

Ne pouvant rompre avec le système du C.M.E., les autres impérialismes font, jusqu'à présent, le jeu des Etats-Unis. Les répliques les plus dures proposées concernant l'or et les balances dollars n'ont pu être mises en œuvre, faute de pouvoir s'appuyer sur une politique interne adéquate qui, pour être vraiment indé-

pendante, devrait être antimonopoliste. Favorisant systématiquement les monopoles, les gouvernements impérialistes ont encouragé l'inflation chez eux. Ils ont relâché le contrôle des changes, tout en instituant certaines garanties publiques contre les risques de change des trusts.

L'impérialisme français se contente de « souhaiter » le maintien d'un rôle minimum officiel de l'or et d'envisager la reprise de transactions sur l'or entre banques centrales, éventuellement à des prix proches de ceux du marché. Cependant, le rôle zonal secondaire du Deutsche Mark et du Yen japonais grandissent. Malgré la modicité du fonds de réserve européen et la non-participation du Royaume-Uni et de l'Italie, on assiste, comme prévu, à une tendance à la croissance des dettes officielles de la France vis-à-vis de la R.F.A. dans le cadre de la fluctuation concertée de leurs monnaies.

b) **Domaine commercial :**

En ce qui concerne les négociations, il s'agit du « Nixon Round » proprement dit. Il s'est ouvert en septembre à Tokyo et doit se poursuivre à Genève dans le cadre du GATT (1). Les Etats-Unis veulent, non seulement enrayer leur déficit commercial nouveau, mais encore retrouver un solde positif important de leur balance commerciale pour consolider leurs exportations de capitaux. Selon une interview d'octobre 1973 de M. G. Schultz, secrétaire d'Etat au Trésor des Etats-Unis, il conviendrait aussi de faire en sorte que se ralentisse le rythme de croissance des importations des Etats-Unis, pendant quelques années, en attendant que les industries américaines concernées renforcent leur compétitivité.

Mais, déjà, la deuxième dévaluation du dollar et sa dépréciation de fait ultérieure, liée au flottement des autres monnaies, ont tendu à favoriser la progression commerciale U.S. Seule l'Allemagne de l'Ouest n'est pas sensiblement touchée. Quant au Japon, s'il l'est, il lui reste encore une marge excédentaire assez confortable. En France, les ventes U.S. ont crû d'environ 45 % pendant les 5 premiers mois de 1973. Les effets du flottement de la lire et de la livre s'y sont aussi fait sentir. Les difficultés liées aux modifications récentes des changes sont sensibles en France notamment dans l'industrie aéronautique, la construction électrique, l'industrie de consommation de qualité, comme la chaussure. Elles risquent de se révéler davantage au niveau de l'emploi avec le ralentissement probable de 1974.

Cependant, les Etats-Unis, appuyés, semble-t-il, par le Japon (2), veulent une diminution considérable des tarifs douaniers de la Communauté économique européenne et d'autres concessions commerciales. Ils brandissent la menace du protectionnisme généralisé, tandis que la tendance au protectionnisme se renforce effectivement dans le monde capitaliste.

1. Rappelons que la plupart des pays socialistes européens sont actuellement membres du GATT, mais non l'Union Soviétique.

2. Il ne faut pas oublier qu'à l'importance de la pénétration commerciale du Japon aux Etats-Unis s'oppose encore sa faiblesse en Europe occidentale. En 1970, les produits japonais constituaient 15,5 % des importations américaines et seulement 2 % de celles de l'Europe de l'Ouest.

Les Etats-Unis critiquent la politique commerciale de la C.E.E., sa politique agricole, ainsi que ses relations avec les pays sous-développés. Ils exigent des concessions commerciales tarifaires (abaissement du tarif extérieur commun) et non tarifaires (1). Certains disent qu'ils veulent ainsi faire éclater la C.E.E. ou l'ébranler dans ses fondements. Mais aussi, ils peuvent vouloir simplement la soumettre comme entité « régionale » dans le cadre du leadership atlantique. Des négociations analogues doivent avoir lieu avec le Japon, mais il semble qu'actuellement des deux côtés on laisse la priorité à l'affrontement avec l'Europe occidentale.

Un domaine d'affrontement particulièrement vif est celui des relations préférentielles avec les pays sous-développés ou dits en voie de développement. Derrière les belles formules, les Etats-Unis, le Japon et les différents pays d'Europe capitaliste veulent tous, en fait, conserver des relations discriminatoires à leur profit, lier leurs prétendues « aides » à leur commerce, renforcer leur contrôle sur les sources de matières premières et sur leurs prix.

L'arme utilisée par les Etats-Unis est le projet de loi sur le commerce extérieur annoncé en février et soumis au Congrès en avril 1973. Il donne pouvoir au président des Etats-Unis pour la négociation du GATT. Mais ce faisant, il prévoit aussi la possibilité d'utiliser des armes nouvelles pour faire pression dans la négociation : modification des tarifs douaniers à l'importation, restriction des importations, promotion des exportations U.S., extension de la clause de la Nation la plus favorisée à des pays socialistes, préférence généralisée pour des pays sous-développés, etc.

Les Etats-Unis s'efforcent de mettre au point une nouvelle politique mondiale concernant la production énergétique (pétrole), la production agricole et les industries de pointe, en liaison avec leurs grandes sociétés multinationales.

Les autres pays impérialistes peuvent faire des contre-propositions sur le plan douanier et commercial en général, utiliser eux des armes tarifaires et non tarifaires, sans compter l'intervention publique dans le domaine du crédit si entreprenante en Europe et au Japon, la tendance au compromis et au sacrifice de certains secteurs tend à prévaloir derrière le rideau de fumée de l'union sacrée, qui est mise en avant notamment par l'impérialisme français.

Les difficultés des négociations commerciales et la lenteur des négociations monétaires font qu'il n'y aura en 1973 que la préparation des négociations proprement dites qui n'auraient lieu qu'en 1974.

1. La demande des Etats-Unis, apparemment neutre, de réduction générale de la moyenne des tarifs, cache en fait des positions visant certains secteurs précis de production. Les arguments américains sur les entraves non tarifaires aux échanges (règlements administratifs, etc.) sont particulièrement unilatéraux.

c) **Domaine politico-économique.**

Les affrontements et négociations inter-impérialistes comprennent aussi des aspects plus directement politiques.

1. Les relations politico-militaires et la nouvelle « Charte de l'Atlantique » du plan « Nixon - Kissinger ».

Les Etats-Unis exercent un chantage concernant la prétendue nécessité de leur aide militaire en face des pays socialistes : parapluie nucléaire, soutien logistique, présence de troupes. Ils réclament une contribution plus importante aux dépenses militaires, arguant de leur poids dans le déficit de leur balance des paiements. Selon J.N. Irwin II, ambassadeur des Etats-Unis en France, s'ils ramènent leurs troupes d'Europe, les Etats-Unis réalisent une économie budgétaire de 400 millions de dollars et réduisent de plus de 1,5 milliard de dollars le déficit de leur balance des paiements (9,2 milliards en 1972).

Les Etats-Unis mettent en avant les « valeurs politiques et culturelles communes », c'est-à-dire la communauté d'intérêt de classe impérialiste, pour proposer une nouvelle charte définissant les intérêts communs, visant en fait le renforcement de leur domination, avec des subdivisions zonales. En présentant son célèbre « plan », M. Kissinger a dénoncé le risque que « la compétitivité inévitable des intérêts économiques » domine le débat, tandis que l'entente sur des bases politiques et culturelles (de classe) permettrait que s'impose une « ligne générale de conduite ».

On connaît aussi la distinction faite par Kissinger entre les intérêts mondiaux des Etats-Unis et les « intérêts régionaux » des autres impérialistes. Malgré toutes les protestations et atténuations ultérieures, elle correspond au dessein profond de l'impérialisme américain. La demande de contribution aux frais du gendarme impérialiste, par exemple aux Japonais dans le Sud-Est Asiatique, fait partie de ce nouveau rôle zonal.

Le chantage technologique dans les secteurs de pointe, nucléaire, espace, électronique, fait également partie de cette vaste proposition d'une nouvelle collaboration.

2. Relations économiques et techniques intensifiées avec les pays socialistes.

Dans le cadre de la crise du C.M.E., tous les pays impérialistes sont poussés à développer leurs exportations de marchandises et de capitaux dans les pays socialistes. Tandis que ceux-ci y poussent en raison des besoins du socialisme développé. A travers les relations intensifiées, c'est une formidable lutte qui se déroule, cependant, ayant pour enjeu le nouveau type de relations internationales et sa marque dominante, celle du système capitaliste ou socialiste (1).

1. Voir notamment, à ce sujet, notre contribution dans « Economie et Politique » de juillet 1973.

Il y aurait donc là un aspect très important de la stratégie des Etats-Unis. Mais c'est aussi un domaine d'affrontement inter-impérialiste.

D'un côté, les Etats européens ont pris de l'avance dans ce domaine. On connaît le développement exceptionnel de la coopération technologique du côté français, bien que sur le plan proprement commercial il ne cesse d'y avoir reculé relatif de la France par rapport aux autres pays capitalistes sous Pompidou (1). On connaît aussi les relations privilégiées avec la R.D.A. de la R.F.A. qui se place encore en 1972 au premier rang des partenaires capitalistes de l'U.R.S.S. D'ailleurs, dans la balance commerciale excédentaire de la R.F.A., il y a nettement moins excédent vis-à-vis des Etats-Unis qu'excédent vis-à-vis des pays socialistes et aussi des pays scandinaves et de l'Autriche. Pour l'instant, le Japon reste, quant à lui, le partenaire commercial privilégié de la Chine, bien que les échanges de la Chine progressent eux aussi ces derniers temps avec les autres pays capitalistes.

Les Etats-Unis ont entrepris une intervention de très grande envergure (2). Ils voudraient avoir la meilleure part dans les relations Est-Ouest en ce qui concerne les débouchés de marchandises et de capitaux ; les achats de matières premières (pétrole), les relations technologiques. Il y a donc affrontement. Mais aussi les Etats-Unis s'appuient sur la communauté d'intérêt impérialiste, en montrant le danger de concurrence excessive des Etats impérialistes dans les relations avec les pays socialistes, et aussi le risque de s'engager trop loin isolément dans la coopération sur le plan technologique ou politique. Ils veulent sur ce plan aussi se faire reconnaître comme chef de file (3).

3. Le renforcement plus ou moins autonome des intégrations politiques zonales fait aussi partie des affrontements nouveaux. On pourrait évoquer les craintes U.S. et les espérances révolutionnaires concernant la Communauté de tendance anti-impérialiste des Etats Andins (créée en 1969), et le rôle notamment du putsch au Chili dans les efforts pour saper le caractère anti-monopoliste de cette Communauté.

Il faut surtout considérer, ici, le problème de la C.E.E. des Neuf.

Il y a, d'une part, tendance à la désintégration de la C.E.E., avec la crise du système monétaire et aussi l'entrée de l'Angleterre (4). Mais il y a aussi tendance au renforcement de l'intégration, avec les efforts de politique monétaire commune (malgré l'attitude séparée de la livre sterling et de la lire italienne) et avec les efforts d'unification politique en direction d'une confédération. Ces efforts répondent à la fois pour les Etats-monopolistes, à la confrontation avec les Etats-Unis et aux graves contestations intérieures (surtout en France et en Italie) du mouvement ouvrier et démocratique. D'où leur encouragement

1. Dans les relations commerciales avec l'Union Soviétique, la position de la France demeurerait stationnaire au cinquième rang des partenaires commerciaux capitalistes de l'U.R.S.S., malgré un passé de relations politiques privilégiées (entre 1966 et 1969 surtout) et des structures intergouvernementales d'encadrement développées (cf. Marie Lavigne, « Le développement du commerce Est-Ouest ; l'entente entre les deux Grands menace-t-elle les intérêts des « petits » Etats européens ? » (Le Monde Diplomatique, septembre 1973).

2. Cependant, le triplement des échanges entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. entre 1971 et 1972 n'empêcherait pas que les échanges de la Communauté des Neuf avec l'U.R.S.S. soient encore en 1972 cinq fois supérieur au commerce soviéto-américain, lequel n'aurait encore représenté qu'environ 2% du commerce extérieur soviétique.

3. Voir, par exemple, leur opération conjointe en Sibérie avec le Japon.

4. Avec ses liens particuliers avec les Etats-Unis et le poids des balances sterling.

par Pompidou. Mais aussi, il y aurait un certain freinage français, s'expliquant par la crainte d'aller trop vite sans ménager les monopoles à base française les plus puissants et sans laisser le temps de faire accepter les sacrifices au peuple et aux P.M.E. Cependant, ce freinage qui vise surtout à désarmer le mouvement populaire, n'empêche ni le risque de domination ouest-allemande (1), ni, avec l'aide du Royaume-Uni (dont la pénétration financière en France s'est accélérée), le risque de solution zonale faisant plus facilement admettre les volontés « atlantiques » des Etats-Unis. Il faudrait aussi considérer, à ce sujet, les projets de force nucléaire européenne. La récente coopération européenne dans l'espace se fait d'ailleurs en alliance avec les Etats-Unis, comme déjà la fluctuation concertée des monnaies se faisait en accord avec leur stratégie monétaire.

3) L'attitude des autres impérialismes. L'incapacité du pouvoir monopoliste en France à défendre les intérêts du peuple et de la nation.

Objectivement, les antagonismes s'accroissent entre l'impérialisme des Etats-Unis et les autres pays impérialistes.

Les gouvernements impérialistes encouragent les exportations de capitaux, utilisant les dollars accumulés avec un cosmopolitisme accru surtout pour les monopoles français (exportant en particulier aux Etats-Unis), tandis que les Japonais et les Allemands de l'Ouest exportent davantage pour étendre leurs sphères d'influence (1).

Cependant, malgré la concurrence aggravée et les conflits spectaculaires, on ne peut négliger ce qui tend à lier les forces impérialistes du monde entier. Vis-à-vis de la contre-offensive de l'impérialisme américain, les autres impérialismes ont, actuellement, une attitude hésitante et contradictoire de lutte plus ou moins velléitaire. Ils recherchent des compromis ménageant les intérêts de leurs groupes monopolistes les plus puissants. Mais ils tendent à céder à la pression générale des Etats-Unis, pour des raisons de solidarité de classe. L'entente cosmopolite avec le projet de domination renforcée des Etats-Unis, sous prétexte de nouvelles organisations multi-étatiques, peut tenter, au moins dans l'immédiat, les lieutenants zonaux éventuels, comme la R.F.A. Ceux-ci pourraient entraîner l'entente zonale européenne prétendument indépendante, sinon anti-américaine, selon certains, vers ce nouveau « partnership ». Partout la défense contre la volonté hégémonique nouvelle des Etats-Unis est minée, non seulement par l'action des sociétés multinationales à base américaine, mais par le caractère de plus en plus cosmopolite des autres monopoles, par l'inflation accélérée, et le refus de s'appuyer sur le développement prioritaire du marché intérieur.

Et surtout, les tentatives de lutte contre la volonté de domination des Etats-Unis sont loin de consister en une défense des

1. A l'échelle mondiale, les exportations de marchandises de la R.F.A. deviennent plus importantes que celles des Etats-Unis. En 1972, les industriels allemands ont investi à l'étranger pour 2,8 milliards de D.M. (5 milliards de francs français). Pour le seul premier trimestre de 1973, leurs investissements atteignent déjà 2,3 milliards de D.M.

intérêts populaires. Elles sont prétexte à des tentatives d'intégration des classes ouvrières et des mouvements démocratiques. Elles se font sur le dos des peuples et de toutes les catégories de travailleurs, piétailée sacrifiée des affrontements économiques inter-impérialistes. En effet, les différents pays impérialistes poursuivent les mêmes buts d'exportation de marchandises et de capitaux pour maintenir la domination de l'accumulation et du profit capitaliste.

Le pouvoir pompidolien affaiblit la nation et l'expose à la crise en encourageant l'exportation de capitaux et de marchandises à tout prix, au détriment du développement de l'appareil productif national et du marché intérieur. Il renforce le caractère cosmopolite des groupes financiers basés en France.

Les impérialistes français crient cependant plus fort que les autres contre les prétentions des Etats-Unis. Cela est dû à leur faiblesse relative et à la crainte de compromis encore plus mauvais pour les monopoles basés en France que pour ceux des autres pays. Ils visent à accroître ainsi leur rôle et aussi à dévoyer le mécontentement et les luttes des travailleurs, au nom de « l'union sacrée » nationale ou européenne contre les « périls » extérieurs qu'ils attisent eux-mêmes.

Malgré les contradictions et les conflits, derrière les protestations bruyantes de MM. Pompidou, Giscard d'Estaing, et autres se cache, en fait, la tendance générale au compromis et à la capitulation déguisée devant l'impérialisme américain, amorcée déjà en 1969, mais accentuée de plus en plus sous la présidence de Pompidou.

Cette tendance s'explique par le caractère de plus en plus cosmopolite des monopoles basés en France encouragé très activement par l'Etat, par la faiblesse des moyens de lutte liée à l'inflation monopoliste, par la dépendance extérieure croissante dans le cadre du système. Elle s'explique aussi par la crainte du mouvement populaire et la recherche de l'appui de la réaction étrangère en Europe occidentale et aux Etats-Unis.

En contradiction avec ses déclarations fracassantes, le pouvoir a accepté successivement les différentes reculades imposées par les Etats-Unis sur le plan monétaire. Aujourd'hui, il est décidé à accepter un compromis sur la réforme du système monétaire, faisant droit aux exigences essentielles des Etats-Unis en contradiction avec les principes qu'il défendait antérieurement, notamment sur l'or. Dans sa conférence de presse du 27 septembre, M. Pompidou a avoué, de façon scandaleuse, qu'il ne pouvait qu'accepter les exigences de « pays importants » (entendez surtout les Etats-Unis) sur le plan de la réforme du système monétaire, étant donné la dépendance de notre économie vis-à-vis de l'extérieur et la crainte de représailles spéculatives en cas d'opposition visant à faire prévaloir ce qui était plus souhaitable pour la France.

Par ailleurs, le gouvernement tend à favoriser de plus en plus les implantations étrangères et notamment américaines dans des secteurs cruciaux de l'économie nationale.

Dans le cadre du Nixon Round, il est prêt à sacrifier certaines branches, surtout celles intéressant les moyennes entreprises et certaines industries de consommation.

Il pousse systématiquement aux exportations de capitaux des grands groupes français, y compris dans les formes les plus parasitaires, avec les placements massifs en Bourse aux Etats-Unis.

Le pouvoir et le patronat mettent toujours en avant la solution du renforcement de la Communauté Européenne.

Cette prétendue solution du renforcement de l'intégration monopoliste de la petite Europe des neuf est un leurre. D'une part, le poids des sociétés multinationales à base américaine (y compris les groupes bancaires américains) dans la C.E.E., le rôle du Royaume-Uni et dans une certaine mesure de la R.F.A., peuvent renforcer la pression des Etats-Unis par Communauté européenne interposée. Ensuite, toutes les tentatives de luttes véritables sont privées des armes décisives qui fournirait la rupture démocratique avec la domination des monopoles. Elles se font sur le dos des travailleurs à qui on veut faire accepter des difficultés accrues au nom de la solidarité européenne. Enfin, les tentatives de renforcement de l'intégration monopoliste renforcent le poids de l'impérialisme le plus puissant, celui de la R.F.A., et tendent à développer objectivement les antagonismes entre les pays de la C.E.E.

Comme l'a souligné le Rapport de Georges Marchais à la session du Comité central du P.C.F. du 13 septembre, notre Parti s'oppose fermement aux tentatives de déposséder la France des prérogatives essentielles que lui confère sa souveraineté, en l'intégrant dans une Europe politique supranationale soumise à la domination du grand capital. Comme le prévoit le Programme commun, la France doit se réserver le droit de « définir sa propre politique nationale du crédit et d'utiliser tous autres moyens propres à réaliser la planification démocratique nationale » (Editions sociales, p. 177). Cela n'empêche pas des actions concertées avec nos partenaires du Marché commun.

Notre peuple doit conserver la liberté de construire le système politique et social répondant à ses vœux, de réaliser les transformations démocratiques profondes qui sont urgentes, de marcher au socialisme. Le respect de cette exigence peut très bien se conjuguer avec une action pour que soient adoptées, à l'échelle de l'Europe des Neuf, des mesures afin de faire face effectivement à la crise, et pour lui donner des solutions conformes aux intérêts des travailleurs et des peuples.

III — L'ISSUE VERITABLE DE LA CRISE LES LUTTES ET LES MESURES IMMEDIATES POUR Y FAIRE FACE

1) Le contenu objectif de l'issue de la crise sur le plan international

Le socialisme est la seule solution d'ensemble et définitive à la crise actuelle du capitalisme. Sur le plan international, l'issue véritable de la crise du C.M.E. dépend sans doute de la prédominance des différentes formes de transition au socialisme et au communisme à l'échelle mondiale.

Cela signifie :

- 1) Rupture démocratique avec le C.M.E., en direction du socialisme développé, dans un certain nombre de pays capitalistes avancés (en premier lieu, sans doute, en France).
- 2) Rupture de développement national anticapitaliste en direction du socialisme, dans plusieurs pays sous-développés du C.M.E. mondial.
- 3) Progression nouvelle, en liaison avec la révolution technique et scientifique, des pays socialistes existants, entrant de plus en plus nombreux dans la phase du socialisme développé et allant vers le communisme.

Sur la base de ces trois bonds révolutionnaires, ainsi que de l'approfondissement de la crise du C.M.E. dans le reste du monde et en liaison avec l'internationalisation nouvelle des formes productives exigée par la révolution technique scientifique, l'issue mondiale de la crise du C.M.E. consiste dans le « nouveau type de relations internationales » mutuellement avantageuses pour les peuples et bien davantage planifiées ; auquel appelle le rapport de G. Marchais à la session du Comité central du P.C.F. du 13 septembre. Ce nouveau type de relations est exigé objectivement par la crise du C.M.E. et par les développements nouveaux du socialisme, à l'échelle universelle.

La gravité de la situation actuelle provient, notamment, du fait que les pays impérialistes dominants, tout particulièrement les Etats-Unis, mais aussi la R.F.A. et le Japon, peuvent s'appuyer sur l'exigence objective de relations internationales nouvelles, davantage organisées à l'échelle universelle comme à l'échelle zonale, pour tenter de donner un contenu réactionnaire à cette exigence et de maintenir le C.M.E. Ils feraient la part du feu d'une intervention publique nouvelle, favorisant, par exemple, la domination supranationale des secteurs de pointe et s'appuyant sur de nouvelles relations interétatiques. Ils s'efforceraient, aussi, de contenir les progrès des pays socialistes et des pays sous-développés.

Mais ils ne pourront résoudre la crise du capitalisme monopoliste d'Etat. Ils renforceront, au contraire, l'opposition des travailleurs et des peuples, par leur tentatives de développer la domination monopoliste supranationale.

D'ailleurs, le capitalisme monopoliste d'Etat est miné par la révolution scientifique et technique aussi bien sur le plan interne de chaque pays — où il exige une nouvelle logique économique, fondée sur le développement des hommes — que sur le plan international. Sur le plan international, la révolution scientifique et technique exige une planification des relations technologiques et scientifiques ainsi qu'une utilisation des ressources naturelles mondiales excluant le gaspillage des hommes et de la terre dû à l'exploitation monopoliste.

Les milieux dirigeants des diverses puissances impérialistes se font de graves illusions sur la possibilité de sortir rapidement de la crise par une réforme du système monétaire et un aménagement des relations économiques internationales qui maintiendraient la domination écrasante du capitalisme monopoliste d'Etat sur les rapports internationaux.

Comme l'a affirmé le rapport à la session du Comité central du P.C.F. du 13 septembre, « seuls les efforts convergents de toutes les forces démocratiques et anti-impérialistes » permettront d'établir de nouvelles relations internationales stables et répondant aux besoins des hommes de notre temps.

Les pays socialistes marquent, dès aujourd'hui, des points dans leur lutte pour instaurer un nouveau type de relations économiques et technologiques, dans l'intérêt mutuel des peuples et dans une forme largement planifiée, par leurs échanges et rapports économiques qui progressent très rapidement avec les pays capitalistes développés (1).

Ensuite, malgré tout recul grave temporaire comme au Chili, la tendance générale est au progrès du contrôle des ressources nationales par les pays dits en voie de développement et à leur action coordonnée pour un nouveau type de relations économiques internationales, comme l'a montré notamment la Conférence des pays non alignés d'Alger (2).

Enfin, la crise des relations internationales offre des possibilités de mobilisation nationale supplémentaires contre le régime du capitalisme monopoliste d'Etat, dans les pays capitalistes développés comme la France. Nous devons plus que jamais insérer notre lutte pour la démocratie avancée dans le cadre d'une lutte de classe à l'échelle internationale, pour un nouveau type de relations économiques et politiques.

1. Par son communiqué du 8 juin 1973, publié à l'issue de la 27^e session, le Conseil d'Entraide Economique des pays socialistes (COMECON) s'affirme encore « pour l'élargissement des contacts économiques, scientifiques et techniques, continuellement avantageux, entre les Etats de structures sociales et économiques différentes, surtout en Europe ».

2. La déclaration économique adoptée par la Conférence des pays non-alignés confirme que le but visé est « l'acceptation universelle des principes d'équité dans les relations internationales ». Elle met en cause « l'action multiforme et de plus en plus envahissante de sociétés commerciales, financières et industrielles monopolistiques ». Elle réaffirme « le droit de tout Etat à nationaliser les avoirs de sociétés étrangères pour recouvrer ses ressources naturelles ». Elle souligne la décision de « coordonner les actions des Etats pour parvenir à une réforme du système économique et financier mondial ».

2) Conditions générales des luttes et des initiatives démocratiques immédiates

Dans les conditions de la crise des relations économiques internationales interviennent les effets, pour les masses, des débuts de guerre économique larvée et des capitulations, les risques de dépendance extérieure accrue, aussi bien dans le cadre atlantique que zonal. Mais aussi, il convient de considérer les possibilités de mobilisation populaire accrue contre le C.M.E.

La réalisation du Programme commun, instaurant une démocratie économique et politique ouvrant la voie au socialisme, permettra à la France de sortir de la crise du C.M.E. Mais sa réalisation s'insèrera aussi dans la lutte pour un nouveau type démocratique de relations sur le plan international.

Le pouvoir et les monopoles tentent d'utiliser, désormais, non seulement la démagogie « européiste » (voir par exemple, le référendum sur l'entrée de l'Angleterre), mais aussi la démagogie anti-américaniste et l'union sacrée, ou encore la résignation aux compromis soi-disant inéluctables et les moins mauvais possibles dans ce monde tourmenté qui serait dominé par les deux « super-puissances » (1).

Il faut lutter contre une sous-estimation de la profondeur de la crise des relations économiques internationales, expression de la crise du C.M.E., et donc de la profondeur des changements nécessaires pour en sortir. Cette lutte doit nous prémunir contre les risques de mettre le mouvement démocratique à la remorque des affrontements et négociations interimpérialistes, contre les illusions sur les accords et les aménagements interétatiques monopolistes.

C'est sur la base des transformations de structure antimonopoliste de la démocratie avancée en France, avec notamment le seuil minimum de nationalisations antimonopolistes, qu'il sera possible de développer de façon conséquente une politique de défense des intérêts nationaux et populaires, à l'opposé de la situation actuelle marquée par le caractère de plus en plus non maîtrisé et cosmopolite de notre économie.

Il faut développer plus que nous l'avons fait par le passé et dans le Programme commun l'exigence d'une politique visant à établir des relations économiques extérieures d'un type nouveau, mais conformément aux dispositions expresses et à l'esprit antimonopoliste du Programme commun.

Il faut développer l'unité et l'action populaires dans cette perspective, en liaison avec les mouvements populaires, ouvriers et anti-impérialistes du monde entier, en premier lieu de l'Europe capitaliste. Opposer à l'union sacrée, l'union populaire, en France, à l'échelle européenne et internationale.

1. Comme dans la récente Conférence de presse de M. Pompidou, à cette résignation s'assortit de considérations hostiles, ou pour le moins réservées, à l'égard de la détente et d'allusions prétendant mettre sur le même plan les risques venant des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., au nom de la fausse théorie des deux « super-grands ».

Des initiatives **immédiates** ont pu être proposées dans ce sens à la session du Comité central du P.C.F. du 13 septembre : d'abord au niveau des conséquences et des risques dans chaque pays, ensuite directement au niveau des relations internationales et de leur organisation. Ces mesures concernent des objectifs qu'il est possible de viser dès à présent, tout en allant dans le sens des dispositions du Programme commun.

3) Mesures immédiates au niveau des conséquences et des risques pour les travailleurs en France et en Europe

L'action immédiate sur les conséquences et les risques internes en France, permettrait à la fois de faire reculer le pouvoir et de mobiliser les masses dans la perspective d'une autre politique, celle du Programme commun. Elle peut aussi se mener dans le cadre d'une coopération à l'échelle de l'Europe capitaliste et du Marché commun.

Il s'agit d'une action nationale systématique sur l'emploi (à partir des conflits actuels), faisant appel à la solidarité de toutes les catégories de travailleurs pour imposer le principe du « droit au travail », le maintien de l'outil de travail, le reclassement équivalent garanti, une législation nouvelle sur la sécurité de l'emploi. Tout cela met en cause la politique monopoliste nationale et aussi le rôle des trusts multinationaux.

On peut engager l'action au niveau européen pour obtenir une législation analogue. Il faut voir qu'il s'agit d'une vaste action antimonopoliste et que le pouvoir des monopoles ne peut l'accepter dans son ensemble. Mais des reculs sensibles peuvent être envisagés, notamment au niveau régional, tandis que grandira l'exigence d'en finir avec le système lui-même comme condition d'une pleine satisfaction des revendications sur l'emploi.

D'autres mesures concernent les prix, le pouvoir d'achat et le niveau de vie (1). La réclamation de l'échelle mobile des salaires est proposée à l'action des travailleurs à l'échelle du Marché commun.

Bien sûr, les mesures proposées par le Comité central du 13 septembre ne concernent pas seulement les **conséquences** intérieures de la crise des relations internationales. Elles s'attaquent directement à certains des problèmes nationaux les plus pressants. La menace d'une police des salaires brandie, sous le nom de politique des revenus, par M. Pompidou dans sa récente conférence de presse, en confirme le bien-fondé dans la situation présente.

1. Nous ne faisons que les évoquer ici. Voir, pour plus de détails, le rapport de Georges Marchais publié dans ce numéro.

4) Mesures immédiates concernant directement les relations économiques internationales

Il ne s'agit pas de s'insérer comme force d'appoint dans les débats interimpérialistes ni de contribuer à répandre des illusions sur la facilité d'une réforme viable du système des relations monétaires et économiques internationales. Tenant compte des problèmes nouveaux et des luttes actuelles sur le plan international, les mesures immédiates que nous proposons, loin de se mettre à la remorque des luttes interimpérialistes et de l'« union sacrée » recherchée par le pouvoir, sont conformes à l'esprit démocratique et anti-monopoliste du Programme commun. Elles constituent ainsi une contribution à l'enrichissement et au développement du Programme commun sur des bases de classe et populaires, nationales et internationalistes.

Il s'agit de propositions sur quelques points-clés, faisant la jonction avec les luttes internes, dans la perspective de la démocratie avancée et dans la perspective d'un type nouveau profondément transformé des relations économiques internationales.

On peut regrouper ces mesures concernant les relations internationales économiques (1) en trois ensembles :

1. Le C.C. du 13 septembre a aussi fait des propositions concernant la détente, la sécurité et la paix.

1°) Mesures de sauvegarde immédiate des intérêts de la nation et du peuple dans le cadre de la crise des relations capitalistes internationales. Ce sont des dispositions sur le plan monétaire (défense du franc, contrôle des capitaux et rétablissement du contrôle des changes, impôt sur la spéculation, retrait de la flottaison concertée avec le Deutschmark, concertation européenne pour le contrôle effectif des mouvements de capitaux, etc.), ou encore sur le plan de la sécurité et de l'indépendance d'approvisionnements essentiels menacés par la crise (approvisionnement pour l'alimentation et pour l'énergie).

2°) Propositions concernant directement les grands affrontements et négociations interimpérialistes en cours : la négociation commerciale du « Nixon Round », la réforme du système monétaire international, les dettes américaines, etc.

3°) Mesures concernant les pays du Marché commun ou Communauté économique européenne des Neuf : revendications démocratiques dans l'intérêt des travailleurs et des nations sur le plan social, monétaire et commercial, des institutions, de la coopération industrielle et technologique, de l'indépendance et de la paix.

On peut souligner quelques éléments de nouveauté particulièrement remarquables dans ces mesures :

— la réclamation de l'information et du contrôle des travailleurs, des syndicats et des élus, immédiatement et dans des domaines sensibles, où ils sont techniquement faciles à organiser et néanmoins inexistantes, avec par exemple l'organisation de commissions d'enquêtes sur l'action des sociétés multinationales ;

— la proposition d'objectifs concrets de la lutte immédiate au niveau du Marché commun, non seulement pour les travailleurs de France mais pour tous les travailleurs des neuf nations de la Communauté économique européenne (échelle mobile des salaires, avancement du droit à la retraite, droit au travail, statut des travailleurs immigrés, etc.) ;

— l'affirmation de principes et des propositions précises concernant le « Nixon Round » et la réforme du système monétaire international.

Ainsi, en ce qui concerne les négociations commerciales du « Nixon Round » : nous sommes contre un désarmement douanier unilatéral de la Communauté économique européenne en faveur des Etats-Unis ; pour une plus grande diversification des échanges de la France au-delà de la petite Europe des neuf ; pour la stabilité des échanges et la réciprocité des avantages, par un système d'accords planifiés garantissant le développement technologique et l'emploi ; pour un développement tout particulier de nos rapports avec les pays socialistes et avec les pays en voie de développement, étant donné l'immense potentiel qu'ils représentent et le fait qu'ils ne cherchent pas à dominer, sans relâcher pour autant nos relations avec les pays capitalistes hautement industrialisés.

Sur le plan de la réforme du système monétaire international, nous refusons la généralisation envisagée des D.T.S. qui relancerait l'inflation et maintiendrait, en fait, la suprématie du dollar. Dans l'immédiat, nous estimons que l'or reste la référence nécessaire des monnaies. L'or demeurera en fait cette référence « objective », tant que les lois aveugles de l'échange marchand capitaliste domineront les rapports internationaux. Toutes les « démonétisations » de l'or visent, en fait, à faciliter l'acceptation par le crédit international des émissions monétaires et des prélèvements inflationnistes des puissances impérialistes dominantes, tout particulièrement de la part des Etats-Unis. Un système foncièrement nouveau ne sera possible qu'à l'échelle mondiale incluant les pays socialistes.

Nous avons aussi proposé l'utilisation, dans l'immédiat, d'une partie des avoirs publics en dollars-papier de la France pour racheter — selon les critères du Programme commun — les filiales des sociétés multinationales à base américaine implantées dans les secteurs-clés de façon à renforcer le secteur public et nationalisé.

Cette mesure assez sensationnelle va dans le sens de l'extension des nationalisations du Programme commun et permet d'y gagner des masses nouvelles. Elle permet aussi de « dégonfler », comme les autres mesures, l'anti-américanisme de façade de l'union sacrée que propose le pouvoir. Celui-ci est prêt à accorder aux Etats-Unis des conditions de consolidation scandaleuses : la masse de papier-dollars avec lesquels ils ont acheté tant

d'entreprises. Le pouvoir utilise aussi ces dollars pour les crédits favorisant l'exportation des capitaux de notre pays au détriment de l'investissement national.

Tout en ayant surtout pour but de gagner des travailleurs, des démocrates, des patriotes à la lutte contre la domination de l'impérialisme américain par l'arme décisive de la nationalisation, cette mesure est techniquement possible (1).

Bien sûr, lorsqu'un gouvernement démocratique appliquera le Programme commun, alors il négociera très durement (y compris au plan des relations technologiques) une indemnisation éventuelle des sociétés U.S., en faisant valoir les modalités draconiennes qu'il utilisera en général pour l'expropriation des gros porteurs.

La proposition faite aux travailleurs des autres pays européens de réclamer des rachats de contrôle analogues s'inscrit dans l'ensemble important de nos propositions concernant l'Europe des Neuf. Cet ensemble est lui-même à considérer dans la perspective de l'unité d'action des partis socialistes et communistes à l'échelle de l'Europe capitaliste que nous appelons de nos vœux.

Les propositions précises pour l'action internationale des travailleurs d'Europe occidentale, ainsi que, d'ailleurs, l'accent mis sur le développement nécessaire de relations nouvelles avec les pays socialistes et avec les pays sous-développés, permettront sans doute de contribuer à l'union dans l'action de toutes les forces anti-impérialistes, afin de développer un vaste mouvement mondial pour faire face à la crise et pour un nouveau type de relations économiques et politiques internationales, dans l'intérêt mutuel des peuples.

1. Une première estimation a permis d'évaluer à environ 25 milliards de francs les avoirs publics ou officiels en dollars-papier de la France. La totalité des actifs américains en France y compris toutes les participations minoritaires, représenterait une somme analogue. Or, cette totalité dépasse de beaucoup le cadre des secteurs-clés, sans compter la définition étroite de leur nationalisation dans le Programme commun. Une partie seulement des avoirs publics en dollars serait donc suffisante. Honeywell-Bull et I.T.T. sont visés en première ligne.